

NATIONS UNIES
CONSEIL
DE SECURITE



Distr.
GENERALE

S/4841/Add.2
29 juin 1961

ORIGINAL : FRANCAIS

RAPPORT DU SECRETAIRE GENERAL SUR L'APPLICATION DU PARAGRAPHE B-1 DE
LA RESOLUTION DU CONSEIL DE SECURITE EN DATE DU 21 FEVRIER 1961

Protocole d'accord en date du 24 juin 1961 signé par M. Tshombé
et par les représentants des autorités de Léopoldville

Article 1.

L'ouverture du Parlement aura lieu à Léopoldville le plus rapidement possible. Le Gouvernement central avec l'assistance de l'ONU garantira la sécurité des parlementaires.

Article 2.

Un nouveau gouvernement sera constitué et se présentera devant les Chambres pour le vote de confiance. Ce nouveau gouvernement restera en fonction jusqu'à l'adoption de la nouvelle constitution. Cette adoption devra avoir lieu dans un délai maximum de trois (3) mois.

Article 3.

Toutes les barrières douanières entre le Katanga et le reste du Congo sont supprimées. Les marchandises en provenance du Katanga seront acheminées par la voie nationale. Le Gouvernement central garantit la protection des marchandises.

Article 4.

Les droits d'entrée ou de sortie des marchandises seront versés intégralement au trésor public. Les droits perçus à Matadi seront versés entièrement au Gouvernement central à Léopoldville. Quant aux droits perçus au Katanga, ils seront versés dans la caisse du Katanga.

Article 5.

Une commission d'experts nationaux, assistée éventuellement d'experts étrangers sera constituée en vue du règlement des litiges des sociétés parastatales et celles jouissant d'un statut particulier comme CSK, CNKI, INEAC, OTRACO.

Article 6.

Monnaie : pendant la période transitoire, une seule monnaie, mais avec deux signes monétaires, aura force libératoire. Les deux signes monétaires seront progressivement remplacés par un signe monétaire unique. Pendant cette période, le Katanga sera représenté au Conseil monétaire.

Article 7.

Problèmes sociaux, éducatifs et administratifs. Sur le plan éducatif, les programmes scolaires au niveau de l'enseignement secondaire, supérieur et universitaire seront unifiés en vue de la collation des grades académiques créés et organisés par le pouvoir central. Sur le plan administratif, les Etats respectifs seront représentés au sein de la commission qui sera créée en vertu de l'Accord du 17 avril 1961. Ces Etats proposeront à la commission l'agrégation des techniciens de leur choix. Il appartiendra à celle-ci de ne se prononcer que sur ces propositions en tenant compte des intérêts de l'Etat. Dans la négative, l'Etat intéressé sera prié d'introduire d'autres propositions.

Article 8.

Représentation diplomatique. La représentation extérieure est du seul ressort du Chef de l'Etat. Pendant la période transitoire, des mesures pratiques seront prises pour qu'il n'y ait plus qu'une seule représentation diplomatique à l'étranger.

Article 9.

Problème Muluba. La délégation katangaise s'engage à libérer immédiatement et inconditionnellement tous les détenus politiques. Une commission d'enquête assistée par des représentants des deux parties sera créée par le Gouvernement central. Le Président du Gouvernement katangais est d'accord de rencontrer M. Sendwe en dehors de Léopoldville et en présence de la Commission d'enquête.

Article 10.

Problèmes militaires. En ce qui concerne les problèmes militaires, les deux délégations s'en réfèrent aux accords conclus entre le quartier général de l'Armée nationale congolaise et les autorités katangaises. La mise en exécution de cet accord se fera immédiatement.

Article 11.

Les deux parties s'engagent sur leur honneur, à assurer l'exécution parfaite de ces accords.

L'Accord entre Léopoldville et le Katanga a été signé pour Léopoldville par : Bolikango, Bomboko, Lihau, Nkayi, Dericoyard, Kabangui, Massa, Kimvayi, Kisolokela, Mahamba, et pour le Katanga par : Tahoué et Kimba.
